

NUMÉRIQUE

La Ville fière de sa "mention"

La mairie d'Aix a cette habitude de collectionner les distinctions, récompenses, médailles et autres labels pour afficher ses réussites et sa bonne gestion. Le dernier en date : le label "Ville internet" pour lequel la Ville affiche fièrement ses "cinq arobases" (la plus haute marche du podium, se félicite la communication) qui vient de lui être renouvelé pour "saluer sa politique numérique notamment concernant l'internet citoyen" ou encore son projet de "smart city". Avec, en sus, la mention "numérique éducatif" pour l'installation dans les écoles de tableaux blancs interactifs et d'espaces de travail numériques... Alors, bravo qui ?



VALLÉE DE L'ARC

Pétition pour une réserve naturelle

L'association pour la Sauvegarde du Pont des 3 sautets, ses rives et ses abords (SPRA) vient de lancer une pétition pour soutenir son projet de création d'une réserve naturelle de la vallée de l'Arc afin de préserver ce cours d'eau malmené par l'urbanisation massive de ses abords. L'idée est de sanctuariser 2 hectares encore vierges à l'est de la ville pour en faire un lieu de promenade avec un parcours pédagogique. Il ferait le lien avec le parc de Palette et le parc du Val de l'arc pour créer "le plus grand parc périurbain des Bouches-du-Rhône".

→ La pétition est en ligne sur le site change.org.



Couillisses de ville

Les indiscrets

Jean-Pierre Martin veut défendre sa vision de la réforme métropolitaine à l'Elysée

Nous signalions dans une édition précédente l'organisation d'une délégation du pays d'Aix à l'Elysée mardi prochain - seront présents Sophie Joissains, maire d'Aix, Gérard Braumoullé, président du Territoire du pays d'Aix, Loïc Gachon, maire de Pertuis, et Roger Pellenc, maire de Pertuis. Le cinquième membre ? Celui qui indique être à l'origine du rendez-vous à Paris : Jean-Pierre Martin, président du Conseil consultatif de la société civile du pays d'Aix, organe composé de conseillers bénévoles sans mandat électif mais qui a planché sur une réforme métropolitaine : proposition qui comprend le maintien des différents Territoires, alors que ceux-ci sont appelés à disparaître du paysage administratif selon la loi 3DS actuellement en débat au parlement. Objectif visé ? Retarder au maximum le vote de la loi - aujourd'hui entre les mains d'une commission mixte paritaire - pour qu'elle échappe au calendrier parlementaire. En effet, deux mois avant le premier tour de l'élection présidentielle, l'Assemblée nationale cessera ses travaux... Jean-Pierre Martin en est persuadé : l'entourage d'Emmanuel Macron sera attentif "aux messages de la société civile". Sera-ce suffisant ? Pour lui, c'est nécessaire : "La loi 3DS et l'article 56 sont mauvais. On recommence comme lors de la création de la Métropole. Et on va à nouveau se casser la figure".



Débat : notre démocratie serait-elle en danger ?

Colloque sur l'État de droit ouvert par Robert Badinter hier au camp des Milles

La démocratie peut-elle résister à la flamme d'une version dite "illibérale" ? Peut-elle ressortir indemne des poussées extrémistes écrasant l'État de droit ? À l'heure où le peuple français va devoir choisir son futur dirigeant, le colloque "Forces et fragilités de l'État de droit" mené hier au camp des Milles a apporté un éclairage sur l'avenir de notre société.

Qui mieux placé pour définir et analyser les menaces qui pèsent sur la démocratie que l'institution judiciaire. Ce colloque était organisé par la cour d'appel d'Aix-en-Provence, sous le patronage de Robert Badinter.

À 93 ans, le père de l'abolition de la peine de mort en France, ministre de la justice de 1981 à 1986, a repris en introduction la formule de Lincoln : "La démocratie est le gouvernement du peuple par le peuple et pour le peuple". "Bien des peuples vivent sous des régimes qui se proclament démocratiques parce que leurs gouvernants sont issus d'élections populaires sans être pour autant des démocrates parce qu'ils méconnaissent les principes de l'État de droit, fondé sur le respect de libertés publiques et individuelles. Aujourd'hui, on assiste à la résurgence de ces aspirations au sein de l'Union européenne. Des gouvernants élus se sont proclamés champions de la démocratie libérale. Pareille dénomination constitue plus qu'un oxymore juridique, elle est un défi jeté à la démocratie. Car il n'y a pas de démocratie contemporaine sans État de droit fondé sur les libertés. Et pas de libertés non plus hors d'une démocratie respectueuse de l'État de droit. Une des premières garanties qui assure le respect. Ainsi tout se tient dans ce cercle vertueux, à nous de veiller à ce qu'il ne soit pas rompu par des dirigeants élus... mais tentés de rompre avec nos



Organisées par la cour d'appel d'Aix, des tables rondes ont permis d'obtenir des analyses et des outils percutants. (PHOTO C.S.)

principes fondamentaux."

La démocratie est un combat quotidien, faisant face à des attaques permanentes notamment en période de crise. Alors le droit a-t-il une prééminence irréversible ? L'indépendance de la justice est-elle reconnue et respectée ? A-t-on suffisamment conscience des enjeux de l'État de droit ? "Par ce colloque, on se demande si notre État de droit en France, celui dans lequel on a la chance de pouvoir vivre ou ce qui se passe dans le monde, bénéficie d'un mécanisme assez puissant qui empêcherait tout retour en arrière ou au contraire y a-t-il des fragilités pouvant ouvrir la voie à des remises en cause" souligne Renaud Le Breton de Vannoise, premier président de la cour d'appel d'Aix. "Les citoyens peuvent être eux aussi les gar-

diens ou les fossoyeurs de l'État de droit. Comment se gère la liberté d'expression face à ce poison qu'est la désinformation, accélérée par les réseaux sociaux ?

Phase 2 enclenchée

Si chacun est libre en France de se faire une opinion, des analyses ont été apportées pour éclairer les propos. Parmi ces études, l'AARD, l'indice d'analyse et d'alerte républicaine et démocratique. "Au-delà de nos inquiétudes partagées, il est important de s'appuyer sur un travail de recherches pluridisciplinaires de plus de 20 ans qui a été mené à partir de la Shoah" précise Alain Chouraqui, directeur de recherche au CNRS et président de la fondation du Camp des Milles.

Pour savoir s'il y existe des mé-

canismes universels menant au crime de masse, ils ont rapproché des événements qui ont tous eu lieu à des périodes et sur des continents différents : la Shoah, le génocide des Arméniens, celui des Tutsis au Rwanda et le crime contre les Tziganes. "Cette hypothèse s'est trouvée vérifiée massivement, et a produit des outils de décryptage du passé pour éclairer ce qui se passe aujourd'hui. On a défini trois étapes vers le totalitarisme. En France, nous cochochons aujourd'hui toutes les cases de la première phase de l'étape 2 : perte de repères, questions identitaires, rejet des élites, développement des agressions racistes... Ensuite, on a mixé de nombreuses données chiffrées (dépôts de plaintes, agressions racistes, nombre de débats parlementaires autour de la question identitaire, etc.) et il ressort une évolution significative. Entre 1990 et 2021, ça représente une multiplication par quatre des risques pour la démocratie en France, à travers toutes les caractéristiques de l'histoire. Cette mesure nommée AARD montre une courbe ascendante et confirme le danger."

Avec la montée en puissance d'une démocratie illibérale, tous les concepts clés peuvent être travestis. "C'est une contradiction pour ne pas faire trop peur. Certains considèrent qu'être une démocratie c'est juste un vote. Le nazisme issu d'une élection pourrait être considéré comme un régime démocratique... Beaucoup pensent qu'un État de droit c'est juste un état régi par le droit, mais le Stalinsisme, le Nazisme, tous les états totalitaires sont régis par le droit. On en oublie le contenu, les libertés publiques et individuelles."

Des thèmes imbriqués les uns dans les autres pour rappeler des fondamentaux à un moment où notre pays doit faire des choix importants.

Laure GARETA

AIX-EN-PROVENCE
FOIRE AUX MANÈGES
DU 5 FÉVRIER AU 13 MARS 2022

C'EST LA FÊTE !

La Foire aux Manèges d'Aix-en-Provence

Stade Municipal - Rte du Tholonet

bleu

UN ÉVÈNEMENT

ATHLÉ
FÉDÉRATION FRANÇAISE D'ATHLÉTISME

CHAMPIONNATS DE FRANCE ÉLITE EN SALLE D'ATHLÉTISME

26/27 FÉVRIER 2022

STADIUM MIRAMAS MÉTROPOLE

ATHLE.FR

LaProvence la chaîne L'ÉQUIPE

adidas Crédit Mutuel MAP

PARTENAIRES PRINCIPAUX